

Face au fascisme polymorphe du capitalisme technologique

Fabien Boissonade – Fédération de l'Hérault

Nous sommes confrontés à une mutation profonde du capitalisme et à une transformation des formes contemporaines du fascisme. Ce qui se joue aujourd'hui ne relève pas seulement d'un retour des droites autoritaires classiques. Il s'agit d'une recomposition idéologique et matérielle où une fraction décisive de l'oligarchie technologique s'articule à l'extrême droite politique. Le retour au pouvoir de Donald Trump n'est pas un accident isolé : il s'inscrit dans une dynamique internationale où se nouent capitalisme numérique, nationalisme autoritaire et offensive contre les cadres démocratiques.

Autour de Trump gravite un ensemble d'acteurs économiques et idéologiques dont l'influence est désormais structurante. Elon Musk, Mark Zuckerberg, Peter Thiel – cofondateur de PayPal et figure centrale du capital-investissement technologique – ne sont pas de simples entrepreneurs. Ils incarnent une fraction du capitalisme qui ne se contente plus d'influencer la politique : elle entend la redéfinir. Thiel théorise depuis des années l'incompatibilité entre démocratie et liberté telle qu'il la conçoit, et soutient des projets explicitement néoréactionnaires. Musk assume une vision où la dérégulation radicale, l'affaiblissement des contre-pouvoirs et la conflictualité permanente deviennent des instruments politiques. Zuckerberg, à la tête d'infrastructures sociales mondialisées, contrôle des espaces numériques devenus centraux dans la formation de l'opinion.

Nous devons nommer les choses : cette convergence participe d'une nouvelle configuration du fascisme. Un fascisme polymorphe qui articule autoritarisme politique, concentration extrême des richesses et domination technologique.

Le pouvoir de cette fraction du capital ne repose pas uniquement sur l'accumulation financière. Il repose sur le contrôle des données, sur la maîtrise des algorithmes et sur l'influence massive exercée sur l'opinion publique. Les plateformes numériques façonnent les perceptions collectives, hiérarchisent l'information, orientent les comportements. La lutte des classes se déplace aussi dans ces architectures invisibles qui structurent désormais la vie démocratique.

Parallèlement, une stratégie de fragmentation du politique s'impose. Là où le fascisme classique visait la prise de contrôle d'un État centralisé, une partie des courants actuels travaille à la dilution de la puissance publique. Privatisations, externalisations, contractualisation généralisée : l'État est affaibli, contourné, vidé de sa capacité d'orientation sociale et stratégique.

Mais l'horizon va plus loin. Des figures comme Peter Thiel et d'autres idéologues néoréactionnaires évoquent ouvertement la création de cités indépendantes, de micro-États gouvernés comme des entreprises, de royaumes technologiques affranchis des contraintes démocratiques. Il ne s'agit plus seulement de réduire l'État social, mais d'organiser la sécession des ultra-riches. Un monde fragmenté en enclaves privées, protégées, hiérarchisées par la richesse et la maîtrise technologique.

Cet imaginaire relève d'une forme de néo-féodalité high-tech. La citoyenneté y serait remplacée par un statut contractuel. Les droits deviendraient conditionnels. L'égalité politique

serait dissoute dans la performance et l'utilité économique. Sous couvert d'innovation et d'efficacité, c'est un ordre profondément inégalitaire qui se dessine.

Ces courants ne fonctionnent pas toujours selon une doctrine unifiée. Ils agrègent libertarianisme radical, nationalisme chrétien, accélérationnisme technologique et rhétorique survivaliste. Cette plasticité n'est pas une faiblesse : elle permet des alliances opportunistes et une adaptation permanente. Le désordre apparent devient un mode de gouvernement. La mise en concurrence des réseaux et des centres de pouvoir renforce la concentration effective des décisions.

Face à cela, le Parti communiste français ne peut se contenter d'analyses anciennes. Il a l'obligation de mettre à jour son logiciel théorique et stratégique. Nous devons intégrer pleinement la dimension technologique et informationnelle du capitalisme contemporain. La question de la propriété et du contrôle des infrastructures numériques, des données et des systèmes d'intelligence artificielle est désormais centrale dans la lutte des classes.

Nous devons également réaffirmer la nécessité d'une puissance publique refondée et démocratisée. Il ne s'agit pas de défendre l'État tel qu'il est, mais de reconstruire un outil collectif capable de planifier la transition écologique, de redistribuer les richesses, de garantir des droits effectifs et de protéger la démocratie face aux forces réactionnaires.

Ce qui se joue est un affrontement de classe décisif. Une oligarchie technologique, alliée aux forces de l'extrême droite et incarnée politiquement par des figures comme Donald Trump, cherche à remodeler l'ordre mondial en concentrant le pouvoir, en marginalisant les contre-pouvoirs et en vidant la démocratie de sa substance. Face à cette offensive aux accents fascistes renouvelés, le Parti communiste français n'a pas le choix : il doit nommer l'adversaire, actualiser son analyse du capitalisme technologique et se placer à l'avant-garde de la résistance. Il nous revient de reconstruire un bloc populaire capable d'imposer une rupture démocratique, sociale et écologique, et de reprendre l'initiative.

Fabien Boissonade. Sète.